Déclaration de la FSU CSA du 12 novembre 2026

Mesdames et messieurs les membres du CSA départemental

Cette rentrée se fait dans un contexte social inédit à plus d'un titre. Depuis plus d'un mois maintenant, les lycéennes et les lycéens se mobilisent contre leurs mauvaises conditions d'études, résultats des politiques budgétaires et éducatives menées depuis 10 ans. A ce mouvement s'ajoutent les revendications dénonçant la vie chère et l'absence de mesures salariales significatives qui ont encore pris de l'ampleur : des manifestations les samedis et la grève du 5 novembre dernier ont réuni plusieurs centaines de milliers de personnes, malgré les entraves du gouvernement. La FSU tient à dénoncer les dérives gouvernementales et la répression policière. La doctrine du maintien de l'ordre doit être revue de toute urgence. Les entraves à la liberté de manifester à coups d'interdiction des cortèges ou déplacement en dehors des centre villes, sont toutes aussi révélatrices de la fébrilité du gouvernement qui n'a su opposer, qu'une réponse autoritaire et sécuritaire au mouvement social : Il est grand temps que le gouvernement assume ses responsabilités !

Le mouvement social en cours est aussi le résultat de la pratique du pouvoir, verticale, méprisante pour les corps intermédiaires, en particulier les organisations syndicales que nous sommes. Nous n'en serions sans doute pas là si le dialogue avait eu lieu, s'il y avait eu de l'écoute plutôt que du mépris.

Le mouvement lycéen, massif, déterminé, et qui s'inscrit dans la durée, sur la base de revendications que nous portons en grande partie, a obligé le gouvernement à répondre. Moyens, bâti scolaire, Parcoursup, les lignes ont un peu bougé grâce à la mobilisation. Ce sont des premiers pas mais qui restent très insuffisants. Le gouvernement ne peut en rester à ces seules réponses. Les personnels se sont aussi mobilisés aux côtés des élèves et sur la base de leurs revendications, notamment salariales. Aucune réponse n'a été apportée sur ce dernier point. Le gouvernement continue d'ignorer les graves conséquences du déclassement salarial, et donc social, de nos professions qui continue de peser sur l'attractivité de nos métiers. Il pèse aussi sur le quotidien de nos collègues qui y voient là le symbole du mépris des gouvernements successifs. Comment s'étonner ensuite que de plus en plus de collègues songent à la démission ? La FSU exige une augmentation de 20% de la valeur du point d'indice, la revalorisation des carrières. Il y a également urgence à titulariser les non-titulaires plutôt que de mener une politique brutale et faite de revirement incessants et brutaux pour ces collègues : après avoir été utilisés de nombreuses années pour combler la pénurie d'enseignants, on les a subitement laissés sur la touche, sans travail, ou bien dans des conditions où aller travailler leur coûte de l'argent. Enfin, à l'heure où l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi créant un statut d'AESH, il est nécessaire que le gouvernement reprenne le fil des discussions pour aboutir rapidement à la création d'un corps de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH.

La question des orientations budgétaires est fondamentale : il est temps d'en finir avec la politique des cadeaux aux plus fortunés. Le budget doit donner enfin une priorité à l'Education. Or, sous prétexte de baisse de la démographie scolaire, le ministère a systématiquement choisi de supprimer des postes.

S'agissant du premier degré, la Dordogne perd 585 élèves cette année, et près de 2 800 depuis 2020. Une nouvelle vague de suppression de classes et de postes s'annonce, avec toujours le même argument fallacieux de la baisse démographique. Alors qu'elle pourrait être un atout pour nos élèves en réduisant

les effectifs, le gouvernement continue encore et encore de réduire l'éducation nationale à l'os, alors que nous manquons de tout, et notamment de personnels Remplaçants, AESH, PsyEn, Rased…

Dans le second degré, c'est le même constat, Moins 443 élèves par rapport à 2025, mais des suppressions de postes et de divisions en pagaille depuis de nombreuses rentrées qui pèsent sur le quotidien de nos collègues. Dans de nombreux établissements, les suppressions de divisions, avec les inévitables effets de seuil particulièrement dans nos petits établissements ruraux, conduisent à des effectifs chargés dans les classes. Elles ont aussi multiplié les BMP et les compléments de service amplifiant la précarisation des conditions d'enseignement et l'instabilité des équipes. Dans les LP, même si les effectifs sont légèrement en hausse, les moyens en HP diminuent tandis que le taux d'HSA est toujours plus important. Nous déplorons une fois de plus que les apprentis inclus dans les classes de CAP et Bac Professionnel n'apparaissent toujours pas dans les effectifs alors qu'ils sont imposés aux enseignants sans moyen supplémentaire.

Concernant l'école inclusive, si l'ouverture de quelques structures ULIS est actée, la situation sur le terrain reste critique. L'inclusion sans moyens humains pérennes produit de la souffrance partagée. La précarité des AESH demeure une injustice intolérable, et la revendication d'un corps de fonctionnaires de catégorie B est plus que jamais d'actualité.

Sur le plan du climat scolaire, les chiffres officiels du pôle CLIMSCO 24 donnent le vertige : les saisies de faits établissements explosent dans le premier degré (+69 %, annoncé 61 % dans le document), tandis que les conseils de discipline dans le second degré public bondissent de +27 % en un an (atteignant 242 conseils), touchant particulièrement l'Est et le Nord-Dordogne. Les mesures purement punitives ou d'exclusion ne résolvent rien si elles se bornent à déplacer la difficulté. Nous exigeons un plan départemental de prévention et de soutien aux équipes, assorti d'un renforcement massif des personnels médico-sociaux et des psychologues de l'Éducation nationale.

L'Etat de l'éducation nationale aujourd'hui témoigne des impasses et des échecs de 10 ans de macronisme. Toutes ses politiques éducatives sont désormais majoritairement contestées. Il ne reste plus grand monde, en dehors d'un ex ministre de l'Education nationale dont on taira le nom, pour les défendre. Le projet d'Ecole publique agonise de tous ces choix politiques en forme de renoncements, de décisions où l'Education nationale est vue comme un coût plutôt qu'un investissement, où on nous répond invariablement qu'il faut se satisfaire d'avoir évité le pire, par exemple une application stricte de la baisse démographique. La FSU réaffirme son attachement à une école publique, laïque, inclusive et de proximité avec les moyens nécessaires pour fonctionner.